



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 5 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 mai 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SULO FRANCE SAS
Z.I. Les Franchises,
52200 LANGRES.

1) Contexte

La société SULO exploite une unité de fabrication de contenants en plastique pour un usage de collecte des déchets. À ce titre, elle bénéficie notamment de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2098 du 20 juillet 2007.

Le site consomme environ 25 000 t/an de Polyéthylène haute densité (PEHD) dont 83 % issu de matière recyclée notamment les bacs en fin de vie. La capacité de production du site est de 2 500 000 bac/an dont 50 % sont à destination de la France et 50 % le reste du monde.

En août 2021, l'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications effectuées sur site suite à une réorganisation de la production :

- Création d'une plateforme de chargement,
- Déplacement des stockages de produits finis, accessoire et matière,
- Réintégration d'une ligne de broyage des produits semi-finis et implantation d'une station de préparation des matières,
- Séparation de la protection incendie par sprinklage pour la rendre indépendante pour chaque entité (équipement mutualisé avec PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur, par le passé.)

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 29 mai 2024 de la société SULO, afin de vérifier les dispositions prises dans le cadre de l'instruction des dossiers et d'y intégrer également l'Action Nationale prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI).

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Raison sociale : SULO FRANCE SAS
- Adresse du site concerné : Z.I. Les Franchises - 52200 LANGRES
- Code AIOT dans GUN : 0005701331
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non Seveso
- Soumis à IED – MTD : non

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Porter à connaissance modification relatif à la réorganisation de la production,
- Action Nationale prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

n°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE	/	non
2	Analyse de la modification	Art R.181-46 du Code de l'environnement	/	non
3	Dossier de PAC – autres points abordés	Art R.181-46 du Code de l'environnement	/	non
4	Dossier de PAC – Besoin en eau	Art R.181-46 du Code de l'environnement	/	non
5	Dossier de PAC – Suivi rejet Air	Art R.181-46 du Code de l'environnement	/	non
6	GPI - Typologie des sites industriels	L. 541-15-11 du Code de l'environnement	/	non
7	GPI - Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	D. 541-361 du Code de l'environnement	/	non
8	GPI -Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	D. 541-362 du Code de l'environnement	/	non
9	GPI - Audits des procédures par un organisme accrédité	D. 541-364 du Code de l'environnement	/	non

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La demande de l'exploitant a été analysée par l'inspection des installations classée en application des dispositions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et de la note du 20 décembre 2021. Il en ressort que cette modification est jugée notable mais non substantielle.

Par ailleurs, sur la base de simulation d'incendie proposée par l'exploitant et réalisée à l'aide du logiciel FLUMILOG et des besoins en eau d'extinction du site déterminé par le guide D9, il apparaît qu'un incendie n'aura pas d'effet domino sur une des autres parties du site et que la capacité d'eaux d'extinction sera suffisante compte tenu des modifications (En plus des capacités existantes en matière de poteaux incendies, l'exploitant doit positionner une nouvelle poche à eau de 360 m³).

Afin d'encadrer réglementairement ces modifications, l'inspection des installations classées propose **un projet d'arrêté préfectoral complémentaire**.

D'autre part, au vu des constats réalisés sur l'action nationale prévention des pertes de granulés plastiques industriels (GPI), l'inspection des installations propose à madame la préfète de la Haute-Marne de prendre **un arrêté préfectoral de mise en demeure** afin d'obtenir un retour à la conformité réglementaire sous 3 mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE.)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/10/2007, annexe du R.511-9 du CE

Thème(s) : Situation administrative

Prescription contrôlée :

La dernière situation administrative autorisée pour ce site est défini à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2098 du 20 juillet 2007 qui présente le tableau des rubriques ICPE autorisées. Les activités principales (à Autorisation) ainsi que leurs capacités y sont visées pour les rubriques :

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Classement
2661-1-a	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	Capacité : 110 t/jour	A
2662.a	Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.	Stockage d'environ 1 142 m ³	A
2920	Installation de compression (Rubrique supprimée à compter du 25 octobre 2018)	Inst de réfrigération : Puissance = 866 kW Inst de compression Puissance = 320 kW	A
2921.1.a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) : 1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW	Exploitation de 4 tours aéroréfrigérantes installées sur un même circuit. La puissance thermique évacuée maximale est estimée à 5 850 kW.	A

Constats :

Le dossier de porter à connaissance transmis en août 2021 fait un point sur la situation administrative actuelle et future :

Numéro de la rubrique	Libellé de la rubrique	Nature et volume des activités autorisées	Nature et volume des activités <u>projetée</u>	Classement actuel	Classement futur
2661-1	Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression	Capacité : 110 t/jour	Capacité : 110 t/jour	A	A
2662	Stockage de polymères	Stockage matière première max 1 142 m ³ dont 970 m ³ en silos extérieurs	Stockage matière première max 970 m ³ 5 silos extérieurs de 194 m ³	A	D

2663-2-b	Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères	Stockage produit fini max stockée : 4 800 m ³	Stockage produit fini max stockée : 21 083 m ³	D	E
2714	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, ...	Non soumis Rubrique créée par le Décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 et modifiée par le Décret n°2018-458 du 6 juin 2018	Stockage de matières premières recyclées Volume : 1 218 m ³ dont 358 m ³ (silos intérieurs) et 860 m ³ (big bag)		E
2921	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère	Exploitation de 4 TAR La puissance thermique évacuée maximale est estimée à 5 850 kW.	La puissance thermique évacuée maximale est estimée à 5 850 kW.	A	E
2661-2-b	Transformation de polymères ... 2. Par tout procédé exclusivement mécanique ... b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j	Capacité : 7 t/jour	Capacité : 16 t/jour	D	D

Observations :

L'analyse du nouveau positionnement ICPE de l'exploitant vis-à-vis des rubriques de la nomenclature laisse apparaître : le passage de A à D sur la rubrique 2662, le passage de D à E sur la rubrique 2663, et la création de la rubrique 2714 à E.

Pour les 2 « nouvelles » rubriques à Enregistrement, l'exploitant a présenté un bilan de conformité aux arrêtés préfectoraux de prescription générale, sans demande de dérogation. De plus, ces modifications n'entraînent pas de modification du statut SEVESO ou IED.

Le caractère substantiel ou non de la modification est abordé dans le point suivant.

Type de suites proposées : sans

Proposition de suites : non

N° 2 : Analyse de la modification
(article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021)

Référence réglementaire : article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021

Thème(s) : Analyse de la modification

Prescription contrôlée :

En application de la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020, dite loi « ASAP », relative à la simplification des procédures applicables aux entreprises et en vertu du décret n° 2021-1000 du 30 juillet 2021, le caractère substantiel d'un projet au sein d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement est étudié au regard de la note du 20 décembre 2021 et de l'article R.181-46 du code de l'environnement qui précise :

« I. – Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale. »

Constats :

Sur l'aspect quantitatif (seul aspect étudié aux points R.181-46 I-1° et I-2°), les modifications envisagées par l'exploitant induisent les conséquences suivantes :

- l'activité d'injection plastique, visée à la rubrique n°2661-1a, conserve son niveau autorisé à 110 tonnes par jour ; aucune modification n'est sollicitée ni attendue ;
- la quantité de matières plastiques en tant que matières premières diminue, passant de 1 142 m³ à 970 m³ ; eu égard aux modifications de nomenclature survenues depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de juillet 2007, ce stockage visé à la rubrique 2662-2 passe d'un régime d'autorisation à un régime de déclaration ;
- l'augmentation de la capacité de broyage de matières plastiques, passant de 7 tonnes par jour à 16 tonnes par jour. Néanmoins, cette activité visée à la rubrique 2661-2b demeure toujours soumise au régime de déclaration ;
- l'augmentation des quantités de produits finis ou semi-finis (matières plastiques) stockés, passant de 4 800 m³ à 21 083 m³ ; cette modification implique que ces stockages, visés à la rubrique 2663-2b, ne relèvent plus du régime de la déclaration mais celui de l'enregistrement dont l'exploitant a présenté un bilan de conformité par rapport à l'arrêté ministériel de prescriptions générales (AMPG) sans demande de dérogation ;
- le transit de déchets de plastiques visant à être recyclées dans le process, jusqu'alors inexistant, représentera un volume de 1 218 m³, et constitue une nouvelle installation relevant du régime de l'enregistrement dont l'exploitant a présenté un bilan de conformité par rapport à l'AMPG sans demande de dérogation ;

En l'absence de franchissement de seuil d'autorisation (et a fortiori de seuil IED) et de seuils spécifiques définis par arrêtés ministériels, la modification envisagée ne doit pas faire l'objet d'une évaluation environnementale (au sens soumission à évaluation environnementale systématique).

Concernant le R.181-46 I 3°, le caractère substantiel est également à apprécier au regard des dangers et des inconvénients significatifs qu'il est susceptible de générer en application de l'article L.181-3 du code de l'environnement. Au vu des éléments présentés par l'exploitant, les impacts supplémentaires sur l'air, l'eau, le bruit, le trafic sont faibles voire nuls (pas d'augmentations de rejet, pas d'évolution de l'étude d'impact, absence de sensibilité particulière du milieu).

Les modifications envisagées par l'exploitant qui sont susceptibles de générer des risques supplémentaires sont celles qui portent sur des augmentations de quantités de matières plastiques stockées, en tant que :

matière première (local centrale matière), matière recyclable (bouchons plastiques en attente de broyage ou broyés), et produit fini (au niveau des zones de stockages en extérieur ou dans la plateforme de chargement). L'augmentation des stockages induit des zones d'effets thermiques plus importants et des distances d'effets augmentées en cas d'incendie.

Dans son dossier, l'exploitant a en premier lieu rappelé les mesures techniques et organisationnelles en place ou prévues pour réduire la probabilité d'occurrence d'un phénomène dangereux et limiter la gravité des effets en cas d'accident. Il s'est ensuite attaché à modéliser, via l'outil FLUMILOG validé par le ministère en charge de l'environnement, les distances d'effets calculées pour chacune des zones de stockage. De ces modélisations, il ressort qu'aucun flux thermique critique (5 kW/m^2 correspondant au seuil des effets létaux et 3 kW/m^2 correspondant au seuil des effets irréversibles) n'est atteint en dehors des limites de propriété de l'établissement, sous réserve :

- de la mise en place d'un mur coupe-feu de degré 2 heures et d'une hauteur de 2,5 mètres en limite séparative avec l'entité PLASTIC OMNIUM Auto Extérieur,
- du respect des conditions de stockage (surface et hauteur des îlots de stockage, séparation des zones de stockages par des allées de 4 mètres de large minimum) ayant servi de base aux modélisations,

Nota : la présence de ce mur est désormais effective, et les conditions de stockage ont été modifiées pour correspondre aux notes de calcul FLUMILOG.

Enfin les critères évoqués à titre indicatif dans la note du 20 décembre 2021 (nouvelle activité permanente (nouvelle activité par la création de rubrique mais déjà présente sur site), modification (non mineure) de la nature des effluents épandus, prolongation de plus de 2 ans de la durée d'exploitation autorisée d'une installation d'élimination de déchets ou d'une carrière, ...) ne sont pas concernés.

Observations :

A la lecture de l'article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021, l'inspection des installations classées considère la modification comme notable mais non substantielle, et propose de présenter un arrêté préfectoral complémentaire à Madame la Préfète de la Haute-Marne afin d'intégrer le nouveau positionnement ICPE.

Il n'apparaît pas nécessaire de recueillir l'avis du CODERST en raison du caractère non substantiel des modifications.

Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire

Proposition de suites : oui

N° 3 : Dossier de Porter à connaissance – autres points abordés 1

Référence réglementaire : article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021
Thème(s) : Dossier de Porter à connaissance – autres points abordés
Prescription contrôlée : le dossier de porter à connaissance évoque également : <ul style="list-style-type: none">- Création d'une plateforme de chargement : permettant un chargement/déchargement des camions à l'abri des intempéries,- Déplacement des stockages de produits finis, accessoire et matière : conséquence de la réorganisation des flux sur le site,- Réintégration d'une ligne de broyage des produits semi-finis et implantation d'une station de préparation des matières : abordé dans les points précédant- Séparation de la protection incendie par sprinklage : dû à la séparation de SULO avec PO. Indépendance légale des établissements en maintenant le niveau de sécurité sur site.
Constats : Ces aménagements ne relèvent pas ou ne modifient pas les seuils des rubriques de la nomenclature des ICPE. D'une manière générale, ces modifications apportent une amélioration dans la gestion des flux de l'établissement, permettent de recycler à la source les rebuts de production et augmente la qualité des conditions de travail des collaborateurs. L'inspection n'a pas de prescriptions à formuler
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dossier de Porter à connaissance – besoin en eau

Référence réglementaire : article R.181-46 du Code de l'Environnement et note du 20 décembre 2021
Thème(s) : Dossier de Porter à connaissance – besoin en eau
Prescription contrôlée : L'article 7.7.4.2. (Autres ressources en eau) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2098 du 20 juillet 2007 prévoit : <i>« L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, (...) Par ailleurs, à l'extérieur du site, une défense extérieure contre l'incendie est assurée au moyen de neuf poteaux d'incendie assurant un débit simultané de 400 m³/heure. »</i>
Constats : L'exploitant a réévalué ses besoins en eau en cas d'incendie, sur la base du document de référence D9. Il ressort un besoin en eau de 600 m³/h pendant 2 heures. Les bornes incendies disposées sur le domaine public permettent au SDIS de disposer d'un débit compris entre 420 m³/h et 495 m³/h (sur la base de la simulation réalisée par VEOLIA en février 2021) pendant 2 heures. Pour combler ce manque, l'exploitant a choisi d'opter pour la mise en place d'une réserve d'eau supplémentaire de 360 m³. L'option des travaux de recoupement coupe-feu du bâtiment principal de production, afin de faire diminuer la surface de référence entrant dans le calcul des besoins en eau a été envisagé. Toutefois, le coût de réalisation ne permet pas de proposer une solution financièrement acceptable (plusieurs millions d'euros, plus perte de production estimée à 23 millions d'euros). La capacité de la réserve sprinkler demeure inchangée, le sprinklage couvrant le bâtiment principal de production.
Observations : Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées propose de modifier l'article 7.7.4.2. (Autres ressources en eau) de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2098 du 20 juillet 2007 pour y intégrer ces modifications. Le choix de l'emplacement de la réserve d'eau supplémentaire de 360 m³ devra être validé par le SDIS.
Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire
Proposition de suites : oui

N° 5 : Dossier de Porter à connaissance – Suivi rejet Air

Référence réglementaire : arrêté préfectoral d'autorisation n°2098 du 20 juillet 2007, art 3.2.2 / 3.2.4

Thème(s) : Dossier de Porter à connaissance – Suivi rejet Air

Prescription contrôlée :

Article 3.2.2 caractéristiques des rejets à l'atmosphère

L'établissement comporte plus de 20 presses à injecter, de capacités différentes. Seules les installations les plus importantes sont équipées de systèmes d'évacuation des gaz à l'atmosphère. Les principaux points de rejet sont repris dans le tableau suivant :

Point de rejet	Installations	Débit d'extraction (approximatif)	Vitesse d'éjection minimale à respecter
1	Presse n°82 (2500 tonnes)	10300 Nm ³ /h	8 m/s
2	Presse n°84 (3500 tonnes)	1200 Nm ³ /h	5 m/s
3	Presses n°91-92	2700 Nm ³ /h	5 m/s
4	Fluidisation (four à alumine)	300 Nm ³ /h	5 m/s
5	Electroérosion (bain d'huile)	600 Nm ³ /h	5 m/s

Les installations de broyage provoquent l'émission de poussières, traitées dans un cyclone suivi par une captation des fines particules via un filtre à manches. Ces rejets ne sont pas réglementés car ils relèvent de l'hygiène du travail (rejet en atelier).

Article 3.2.4 émissions en polluants dans les rejets à l'atmosphère

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, ainsi qu'en flux maximal de polluant, fixés dans le tableau suivant ; les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs). Les mesures s'effectuent selon les méthodes de référence homologuées (normes) en vigueur.

	Concentrations instantanées en mg/Nm ³		Flux maximum autorisés	
	Poussières	COV non méthaniques exprimés en équivalent Carbone	Poussières	COV non méthaniques exprimés en équivalent Carbone
Conduit n° 1	0	110 mg/Nm ³	0	1,15 kg/h
Conduit n° 2	0	110 mg/Nm ³	0	0,15 kg/h
Conduit n° 3	0	110 mg/Nm ³	0	0,3 kg/h
Conduit n° 4	100 mg/Nm ³	110 mg/Nm ³	30 g/h	0,03 kg/h
Conduit n° 5	0	110 mg/Nm ³	0	0,07 kg/h

Constats :

Par son porter à connaissance et sur la base des rapports d'essai réalisés par l'entreprise DEKRA, l'exploitant demande à ce que la fréquence de mesure des rejets atmosphériques sur les COV Non Méthanique passe à 1 fois tous les 3 ans (au lieu de tous les 2 ans comme défini à l'article 9.2.2 Mesures périodiques des émissions à l'atmosphère et uniquement sur l'équipement n°3 correspondant aux presses n°91-92 qui correspond à l'équipement le plus émetteur du site.

D'autre part l'exploitant confirme que les équipements 4 (Fluidisation (four à alumine)) et 5 (Electroérosion (bain d'huile)) ont été mise à l'arrêt.

L'exploitation des documents DEKRA permet d'obtenir la synthèse suivante :

Prescription de l'AP n°2098 du 20 juillet 2007			Rapport d'Essai Vitesse d'éjection				
Point de rejet	Installations	Vitesse d'éjection minimale	2018	2020	2021	2022	2023
1	Presse n°82 (2500 tonnes)	8 m/s	14,5 m/s	16,4 m/s	15,8 m/s	11,5 m/s	11,2 m/s
2	Presse n°84 (3500 tonnes)	5 m/s	11,7 m/s	6,6 m/s	26,1 m/s	11,3 m/s	20,3 m/s
3	Presses n°91-92	5 m/s	16,1 m/s	-	15,5 m/s	9,1 m/s	11,5 m/s
4	Fluidisation (four à alumine)	5 m/s	/	/	/	/	/
5	Electroérosion (bain d'huile)	5 m/s	/	/	/	/	/

Concentration

Prescription de l'AP n°2098 du 20 juillet 2007			Rapport d'Essai Vitesse d'éjection				
Point de rejet	Installations	COV NM	2018	2020	2021	2022	2023
1	Presse n°82	110 mg/Nm³	0,36 mg/Nm³	0,38 mg/Nm	0,36mg/Nm³	0,91 mg/Nm³	1,8 mg/Nm³
2	Presse n°84	110 mg/Nm³	0,76mg/Nm³	0,85 mg/Nm³	-	1,4 mg/Nm³	1,9 mg/Nm³
3	Presses n°91-92	110 mg/Nm³	1,4 mg/Nm³	0,84 mg/Nm³	4,0 mg/Nm³	3,4 mg/Nm³	0,65 mg/Nm³
4	Fluidisation	110 mg/Nm³	/	/	/	/	/
5	Electroérosion	110 mg/Nm³	/	/	/	/	/

Flux

Prescription de l'AP n°2098 du 20 juillet 2007			Rapport d'Essai Vitesse d'éjection				
Point de rejet	Installations	COV NM	2018	2020	2021	2022	2023
1	Presse n°82	1150 g/h	0,4 g/h	0,47 g/h	-	0,68 g/h	1,3 g/h
2	Presse n°84	150 g/h	0,38 g/h	0,25 g/h	-	0,64 g/h	1,5 g/h
3	Presses n°91-92	300 g/h	1,2 g/h	0,6 g/h	3,2 g/h	1,5 g/h	0,39 g/h
4	Fluidisation	300 g/h	/	/	/	/	/
5	Electroérosion	70 g/h	/	/	/	/	/

Sur les 5 années présentées, les vitesses d'éjection sont toutes conformes, et les mesures réalisées (en concentration et en flux) sur les équipements opérationnels sont largement inférieurs aux valeurs limites d'émission (VLE) de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Il apparaît également que si les équipements n°4 et n°5 ne sont plus exploités, de nouvelles presses étant en activité (p 54) :

« les presses concernées sont : 80, 82, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 91 et 92.

Il existe donc 7 points d'émission : 80/88, **82**, 85, **84**, 86/89, 87, et **91/92**. »

En gras les équipements suivis par l'AP d'autorisation n°2098 du 20 juillet 2007

<p>L'inspection propose d'encadrer les 4 points d'émission qui ne sont pas suivis et propose qu'un suivi soit réalisé sur un émissaire comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 mesure tous les 3 ans sur l'émissaire 91/92. - 1 mesure tous les 2 ans sur les émissaires 80/88, 82, 85, 84, 86/89, 87 à tour de rôle. <p>Enfin l'inspection propose que l'exploitant étudie la possibilité de ramener l'ensemble de ces rejets atmosphérique vers un seul émissaire, ce qui permettrait de réduire le nombre de mesure et serait plus représentatif de l'émission moyenne du site.</p> <p>La modification du suivi des émissions en polluants dans les rejets à l'atmosphérique sera intégrée dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.</p>
<p>Observations :</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection des installations classées propose de modifier les articles 3.2.2, 3.2.4 et 9.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2098 du 20 juillet 2007 pour y intégrer ces modifications.</p>
<p>Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire</p>
<p>Proposition de suites : oui</p>

N° 6 : Typologie des sites industriels

<p>Référence réglementaire : L. 541-15-11 du Code de l'environnement</p>
<p>Thème(s) : Typologie des sites industriels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</p> <p>A compter du 1er janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement SULO FRANCE SAS, dont l'activité principale est la fabrication de conteneur de collecte de déchet pour les collectivités et les particuliers, consomme environ 25 000 tonnes de granulés de plastique par an dont la majeure partie est issue du recyclage.</p> <p>Au vu de l'activité du site, l'établissement est visé par l'action nationale GPI (Granulés de Plastiques Industriels).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : D. 541-361 du Code de l'environnement
Thème(s) : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
Constats : L'établissement SULO occupe une surface d'environ 7 ha, dont 2 ha sont occupées par le bâtiment de production. Le reste du site est constitué des zones de stockages, de la plateforme de chargement, de la déchetterie du site, et des voies de circulation pour la majeure partie. Le bâtiment de production est réalisé sur une dalle lisse. Dans les zones où la manipulation des fragments de plastique peut induire un déversement accidentel (zone d'ouverture des sacs, zone de branchement / débranchement des tuyaux), l'exploitant a prévu des rétentions sur caillebotis métallique afin d'éviter la dissémination des fragments (ce qui augmente également la sécurité au travail en évitant les glissades). Dans une zone de l'entreprise où il est prévu du nettoyage à l'eau, l'avaloir est équipé d'une grille métallique fine permettant la filtration des particules avant rejet dans le réseau d'assainissement de la ZI. Globalement le bâtiment de production est propre, et il n'est pas possible de constater la présence de grain de plastique dans les lieux de travail, sauf à de rares occasions dans quelques zones à accès difficiles. En extérieur, le site est constitué d'un enrobé dont les points bas disposent d'avaloir pour collecter les eaux pluviales. L'inspection constate que l'ensemble des avaloirs ne sont pas équipés de grilles de filtration. L'exploitant précise qu'il a concentré ces efforts sur les zones où la probabilité de rencontre de granulées est la plus forte. L'inspection constate également que certains bacs de filtration sont légèrement sous-dimensionnés par rapport à la taille de l'avaloir, ce qui a pour conséquence de permettre le passage d'une partie des granules de plastique dans le milieu naturel. L'exploitant précise qu'il a déjà constaté ce problème et qu'il a déjà passé commande auprès de son inoxier pour qu'il lui façonne des bacs mieux adaptés. La commande doit également permettre de couvrir l'ensemble des avaloirs du site. L'artisan inoxier a réceptionné les plaques et doit pouvoir proposer une solution adaptée d'ici la fin de l'été 2024. Afin de s'assurer de la mise en place des actions présentées dans un temps imparti, l'inspection des installations classées propose à Madame la préfète de la Haute-Marne de prendre une mise en demeure à l'encontre de l'établissement SULO.
Type de suites proposées : Projet de mise en demeure

N° 8 :Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : D. 541-362 du Code de l'environnement
Thème(s) : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : <ul style="list-style-type: none">a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.
Constats : L'exploitant a présenté l'ensemble des procédures identifiées au présent article. Sur le terrain, il a également pu être constaté la signalétique de sensibilisation mise en place. Il est à noter que les procédures présentées permettent une prise en main rapide et que les instructions y sont claires.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Audits des procédures par un organisme accrédité

Référence réglementaire : D. 541-364 du Code de l'environnement
Thème(s) : Audits des procédures par un organisme accrédité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362. Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant. Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes. Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa. Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission. L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté l'Attestation établie par AFAQ en date du 24 juin 2022 (donc moins de 3 ans), prise dans le cadre du Décret n° 2021-461 du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Cette attestation engage la société AFAQ sur les constats établis le jour de son contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

* * *